

Claire Christien-Prouët

La part du feu

J'ai éprouvé un malaise, une gêne certaine en entendant lors de soirées des Forums un discours que j'appellerai «ironique», des rires de l'assistance et des formulations qui m'ont semblé en miroir par rapport à ce que nous critiquons, ce que nous refusons.

J'y ai réfléchi. L'opposition à l'orientation de l'Ecole, le *non*, le vote contre cette orientation rend nécessaire l'argumentation. Le temps de la critique, le développement des raisons de cette critique ne vont pas sans nommer celui qui oriente.

Le maniement du nom propre est délicat. Pourquoi ? Parce que des années durant nous avons lu à chaque ligne, entendu à chaque phrase tant de collègues s'y référer constamment. Cela devrait nous inciter à la réflexion et à la prudence. Je fais l'hypothèse que, dans l'assujettissement ou au-delà, il y a une satisfaction dans la référence à un autre, qui soulage chacun de ce qu'il met en jeu de responsabilité en prenant la parole sans garantie, c'est-à-dire en mettant en jeu sa division, sa castration.

J'ai craint, je le redis, qu'un certain ton dans la critique, une certaine façon de faire rire l'auditoire ne mobilise également une satisfaction qui unisse, qui fasse Un comme on le dit tant en ce moment, qui fasse consister le groupe et qui serait soit une modalité du Discours hystérique qui se soutient du maître qu'il conteste, soit donc un petit plaisir qui soulage chacun de sa castration.

Cette crainte que je vous expose aujourd'hui me semble partagée par quelques-uns à qui j'en ai fait part, cela m'a encouragée à écrire à Colette Soler qui m'a proposé de prendre la parole ce soir.

Je pose la question : à quels indices mesurer le registre où situer ce désaccord ? Comment faire le partage entre un goût, ou un manque de goût, qui n'intéresse que moi et un désaccord, un écart, une désapprobation fondés en raison ? Entre désagrément, question de sensibilité et indices qui signalent un glissement dans une énonciation. Quand se taire ? Quand le dire ?

Parlons donc du style dans l'Ecole. J'en suis membre depuis plus de dix ans et souvent j'ai éprouvé gêne et désaccord. Les slogans m'ont toujours paru ridicules, l'enthousiasme de commande une bizarrerie qui me laissait de glace ou m'irritait et faisait déchoir à mes yeux

qui s'en rendait coupable. D'où un agacement fréquent à la lecture des publications et courriers de l'Ecole, à l'audition de certains discours mais aussi une certaine indulgence. J'appelais cela *la part du feu*. « Faire la part du feu » dans le Petit Robert c'est : « se résigner à perdre ce qui ne peut plus être sauvé pour préserver le reste. » L'incendie en question auquel je pensais sacrifier quelques meubles, c'était le groupe.

Mon raisonnement était à peu près le suivant : pour faire l'Ecole, il faut en passer par quelques concessions au groupe. Aucun groupe ne marche - comme une troupe - sans quelques satisfactions prises aux mots d'ordre qui unissent. Je supposais que finalement cela pouvait n'avoir que peu de conséquences, que c'était sans doute une satisfaction encore nécessaire pendant un temps à certains, que c'était un effet inéliminable du transfert puisque l'Ecole rassemble des analysants. Il ne s'agissait que de quelques scories à accepter. Ça n'empêchait pas de travailler. Ce n'était que miettes concédées inévitablement au Discours du maître dont on ne se déprend pas en un jour.

On pouvait donc se taire. Il suffisait de sauter les quelques lignes déplaisantes ou ridicules de certains textes, ne pas lire certains éditoriaux, se fermer les oreilles comme l'on fait aux félicitations que s'échangent les diplomates.

Pendant des années à l'école je n'ai pris la parole que pour exposer des cas cliniques ou ma lecture de certains textes. Sur les questions de politique, d'orientation mais aussi de style je me suis tue.

Au soir des Journées d'automne de l'ECF en 1989, une Assemblée générale avait été convoquée précipitamment. Nous avons été sollicités avec la même précipitation à prendre position par rapport à un collègue de l'Ecole qui, le jour-même, dans un accès de colère avait renversé des tables à la librairie des Journées. Comme la majorité des collègues présents j'ai accédé à cette demande. J'étais pourtant convaincue que le vrai motif de cette mobilisation était la publication récente par ce collègue de « La névrose infantile de la psychanalyse ». Or, je n'avais pas lu une ligne de ce livre.

Réinterroger un événement semblable me paraît aujourd'hui indispensable. Il n'est pas envisageable de travailler à un nouveau lien de travail pour la psychanalyse sans le faire. La crise place chacun devant l'obligation de choisir. C'est le moment de se demander si le silence dont je fais état ce soir n'a pas sa part dans ce que nous refusons maintenant.

En octobre 1998 j'ai voté non. Voter non, c'est dire que non ; qu'une limite a été franchie, que la confiance n'est plus là. Il n'y a pas de retour possible. Une crise de confiance ne se referme

pas comme elle s'ouvre. Des paroles ont été prononcées, des actes commis. Ce qui est dit est dit et ne peut s'effacer. La crise de confiance m'a délogée de mon silence.

Le mot confiance a été prononcé lors d'une soirée de préparation des rencontres de décembre, en juin, rue Huysmans et a donné lieu à un bref affrontement.

Je me suis interrogée : pourquoi le mot confiance, pourquoi c'est « perte de confiance » l'expression qui me vient pour signifier le « sans retour possible ». Confiance n'est pas un mot de l'ordre des raisons, du registre du mathème, d'une transmission d'un savoir qui se mesure à l'aune de la rigueur de la science. La confiance, faire confiance, c'est y croire, sans vérifier. C'est parier sur la bonne foi.

On peut vérifier une démonstration mathématique ou un protocole d'expérience de physique mais pas la pertinence d'un exposé clinique. On peut en discuter la logique mais il reste une part invérifiable.

La confiance, du latin, *confidentia* d'après l'ancien français où fiance = foi selon le Bloch et Wartburg.

Comment, sans se situer dans l'ordre religieux, reconnaître qu'il ne peut y avoir de lien entre nous sans confiance ?

Peut-être la confiance que j'ai accordée si longtemps à l'Ecole n'était-elle pas celle qu'il faudrait ? N'était-elle sinon aveugle du moins muette ? C'était une confiance qui laissait à d'autres la charge de s'y repérer dans la politique, dans l'orientation de l'Ecole.

Après le non au vote d'octobre 1998, la question de la construction d'un nouveau lien s'impose. Comment ?

Ne faut-il pas d'abord et avant tout du temps, du temps pour comprendre au sens où il nous faut examiner ce qui dans l'Ecole était déjà avant la crise inacceptable ? Ce sur quoi je crois qu'il aurait fallu ne pas se taire.

C'est pourquoi venir aux Forums implique pour moi aujourd'hui d'y prendre la parole. Ne pas attendre. Ne pas laisser se multiplier des points de désaccord, seraient-ils minimes. De simples questions de style. Ou plus.

Pour conclure en un mot, le plus important pour moi :

Il y a quelque chose à perdre pour chacun dans la crise de l'Ecole. Il y a un deuil. La perte est particulière à chacun. Comment la prendre en compte ? Comment inscrire un temps de manque tout en se mettant au travail ? Un moment qui ne doit pas se refermer immédiatement en précipitant chacun dans un activisme qui me paraît avoir été trop souvent le style de l'Ecole. Un activisme que je soupçonne être une façon pour chacun d'échapper à la solitude, la solitude de l'analyste et celle de l'homme moderne au sens baudelairien.

Prendre en compte ce manque pour que l'Envers ne soit pas miroir.